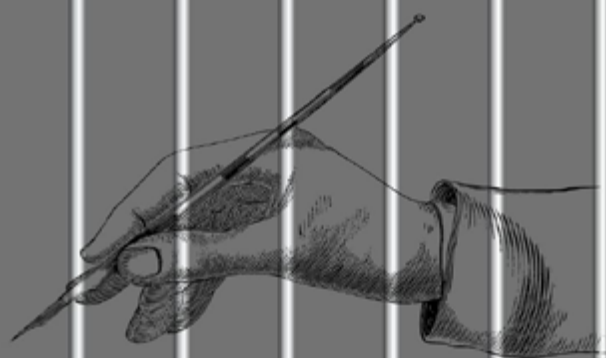


# LES CHIFFRES

# 10 000

Environ 10 000 soldats ont fait défection depuis le coup d'Etat militaire du 1er février 2021, selon les chiffres du gouvernement d'unité nationale (NUG). Le projet People's Embrace est destiné à accélérer le mouvement.

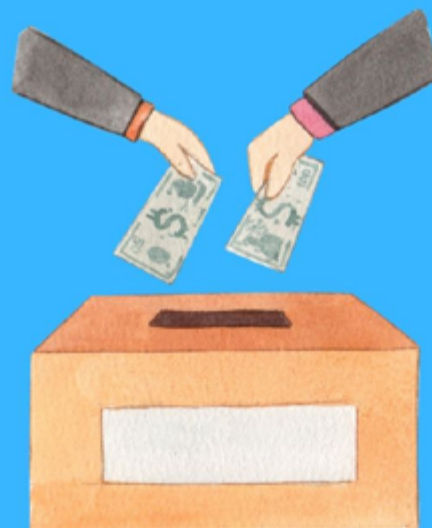


# 3

Selon Pen America, la Birmanie compte désormais parmi les 3 pays au monde qui emprisonnent le plus d'écrivains, aux côtés de la Chine et de l'Arabie Saoudite.

# 5

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU annonce que son programme 2022 pour la Birmanie n'est financé qu'à 5% ! 788 millions de dollars américains manquent à l'appel pour venir en aide à des millions de birmans.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

### Un Nouvel An placé sous le signe de la résistance

Les birmans ont massivement boycotté la fête de l'eau de Thingyan, que la junte voulait instrumentaliser. L'heure n'est pas à la « normalisation » voulue par les militaires à des fins de propagande. Les festivités prévues par la junte n'ont pas été suivies : les birmans ont préféré désertir les rues ou prendre part à des manifestations éphémères en signe de protestation. La junte a bien amnistié 1600 prisonniers à l'occasion de Thingyan, mais il n'y a aucun prisonnier politique parmi eux. La Birmanie compte toujours plus de 10 000 prisonniers politiques ! L'heure n'est décidément pas à la fête : la junte torture, brûle des villages entiers et cible les civils avec des frappes aériennes, particulièrement dans les régions de Magway, Sagaing et dans les états Kayin, Chin et Kayah. Comme le souligne *Progressive Voice*, la communauté internationale doit prendre la mesure des sacrifices du peuple birman pour la démocratie et soutenir la population, le gouvernement d'unité nationale (NUG) et le mouvement de désobéissance civile (CDM), sans accorder la moindre parcelle de légitimité à la junte. Cette nouvelle année doit être marquée par un soutien bien plus important au peuple birman !



### Interpellation des candidats à la présidentielle (suite)

La Birmanie a quasiment disparu de l'agenda des politiques et des médias sur fond de guerre en Ukraine et d'élection présidentielle en France. Sur les 12 candidats à la présidentielle interpellés par Info Birmanie, voici le bilan : nous avons reçu 4 réponses (Nathalie Arthaud, Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et Philippe Poutou) et une réponse de pure forme (Nicolas Dupont Aignan). Vous trouverez le détail des réponses obtenues sur ces liens : [1/](#) [2/](#). Les autres candidats ont brillé par leur silence durant cette campagne morose où tant de sujets importants n'ont pas été débattus. Info Birmanie ne manquera pas de renouveler son interpellation en amont des élections législatives du mois de juin.

### Les intérêts chinois menacés par la résistance

La Chine a récemment affiché un rapprochement plus visible avec la junte militaire. Dans une **lettre ouverte** publiée le 25 avril, 588 représentants birmans (société civile, syndicats, parlementaires, partis politiques, intellectuels) demandent au Président Chinois Xi Jinping de changer de cap et le mettent en garde sur les dangers de ce rapprochement. En filigrane, les auteurs de la lettre pointent la menace susceptible de peser sur les investissements chinois en Birmanie. *L'Irrawaddy* rapporte que 16 groupes de défense de la résistance ont menacé d'attaques les mines de cuivre gérées par des chinois dans la région de Sagaing. Liées à l'armée birmane, ces mines ont, selon un rapport de *Publish What You Pay Australia*, rapporté environ 725 millions de dollars américains aux militaires sur la période 2020-2021. C'est la première fois depuis le coup d'Etat que les intérêts chinois sont ouvertement menacés par la résistance armée. Parmi les mines visées figure celle de Letpadaung, dont les effets dévastateurs pour la population locale ont été dénoncés par Info Birmanie et ses partenaires à partir des années 2010. La résistance armée va-t-elle prendre pour cible de plus en plus de sources de financement de la junte ? La guerre « défensive » se fait en tout cas de plus en plus « offensive ».



## La citoyenneté instrumentalisée par la junte

Depuis le coup d'Etat, la junte a dépossédé 31 birmans critiques de son régime de leur citoyenneté birmane : Kyaw Moe Tun, l'ambassadeur de la Birmanie à l'Onu qui a pris fait et cause pour le peuple face à la junte, des membres du gouvernement d'unité nationale (NUG), mais aussi des militants des droits humains et autres personnalités au motif qu'ils auraient commis « des actes susceptibles de heurter les intérêts du pays ». Encore une violation des droits humains ! La Birmanie ne reconnaissant pas la possibilité d'avoir deux nationalités, cette dépossession expose à l'apatridie en violation du droit international. Human Rights Watch rappelle que c'est une arme qui a déjà été utilisée par la junte dans le passé : nombre de militants pro-démocratie des années 1990 et 2000 ont subi la même mesure... et n'ont toujours pas vu leur citoyenneté restaurée.

## La junte veut jouer la carte du tourisme

La junte militaire a annoncé la réouverture de la Birmanie au tourisme à compter du 17 avril, après deux ans de fermeture du pays sur fond de Covid-19. Si les modalités de cette réouverture restent incertaines, il est clair que la junte cherche à instrumentaliser le tourisme à des fins d'image et à capter des devises pour se maintenir en place. Face à la déliquescence générale de l'économie et à son absence de contrôle du territoire, la junte est en quête de « normalisation ». Elle a tellement besoin de devises étrangères que les birmans ont été sommés de convertir leurs devises en kyats dans les 24 heures, à un taux officiel très avantageux pour le régime. Celui-ci a d'ailleurs prévu que les voyageurs devront souscrire une assurance santé locale qui viendra assurément alimenter les caisses de la junte. Jochen Meissner, fondateur et directeur de l'agence de voyage *Uncharted Horizons Myanmar* basée à Rangoun, déconseille aux voyageurs de venir : « Même ici à Rangoun, il y a des attaques à la bombe ou des assassinats au quotidien ». Plusieurs travailleurs humanitaires et observateurs essaient aussi de faire passer le message : l'heure n'est pas au tourisme en Birmanie.



## Des organisations de la société civile interpellent l'Envoyée Spéciale du Secrétaire Général de l'Onu

Plusieurs organisations de la société civile (OSC) se sont entretenues avec Noeleen Heyze, censée se rendre en Birmanie prochainement. Elles craignent que cette visite ne soit instrumentalisée par la junte et pointent du doigt l'inefficacité historique du mandat de l'envoyé spécial de l'Onu. Pour ces OSC, il devrait intégrer l'enjeu de la justice, mais aussi les réalités du terrain et les besoins du peuple birman ! La situation humanitaire étant à l'agenda, les OSC insistent pour que la communauté internationale soit unanime quant à la responsabilité de la junte dans cette crise, son blocage de l'aide et ses attaques répétées sur les humanitaires. La communauté internationale doit faire cesser la violence des militaires. Des discussions sont en cours avec l'Envoyé Spécial de l'ASEAN. Mais un an après son adoption, le « Consensus en 5 points » de l'ASEAN reste mort-né et de plus en plus décrié. Les birmans demandent des actes forts, à la hauteur de leurs sacrifices.

**FOCUS**

Le **jeudi 21 avril** a marqué les 8 ans de la mort de **U Win Tin**. Ce journaliste, qui compte parmi les membres fondateurs de la LND, a passé près de 20 ans de sa vie en prison (1989-2008), une expérience qu'il a qualifiée d'inférieure. Lors de sa libération, il s'est engagé à se vêtir d'un T-Shirt bleu – de la même couleur que celui qu'il devait porter en prison – jusqu'à ce que tous les prisonniers politiques de Birmanie soient relâchés. Il n'a pas obtenu gain de cause de son vivant. La campagne de sensibilisation du **Blue Shirt Day**, initiée par l'Assistance Association for Political Prisoners (AAPP) **#blueshirt4burma**, prend une signification particulière depuis le coup d'Etat :

**La Birmanie compte actuellement plus de 10 271 prisonniers politiques,**  
**parmi lesquels 996 condamnés!**

**Info Birmanie a participé au Blue Shirt Day et appelle à la libération**  
**de tous les prisonniers politiques :**

**<https://youtu.be/GRMgSvEj9gs>**